Initiatives ministérielles

C'est délibérément que je l'ai fait parce que j'ai pris à coeur la proposition du député de Terrebonne, à savoir qu'on se soucie vraiment de tâter l'opinion publique et d'obtenir la participation de la population à toutes les étapes, de sorte que le Canada ne soit pas seulement écologiquement juste, écologiquement sûr, mais qu'il soit un phare, une véritable source d'inspiration pour tous les pays qui veulent adopter une loi visant à réparer les dommages déjà causés à l'environnement.

En ce qui concerne les fonds à accorder à une telle entreprise, j'aurais aimé que le député me dise ce que le ministre des Finances de son propre gouvernement a lui-même recommandé au Cabinet lorsque les fonds prévus sont passés de cinq milliards de dollars sur cinq ans à la somme déconcertante qui est maintenant prévue.

• (1740)

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): L'honorable député de Terrebonne a 45 secondes.

M. Jean-Marc Robitaille (Terrebonne): Monsieur le Président, je serai très bref.

J'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours de mon honorable collègue. Il a fait allusion, et vous me corrigerez si je me trompe, à l'efficacité du projet de loi en ce qui a trait aux projets où le Canada, par l'entremise de l'ACDI, amène de l'aide aux pays étrangers. J'aimerais demander tout simplement au député sur quoi il se base pour dire que le projet de loi C-78, le projet de loi actuel, n'a pas de mesure législative prévue à cet effet? Si vous regardez l'article 44 du projet de loi, vous constaterez qu'il y a quand même des dispositions, en tout cas il m'apparaît qu'il y a des dispositions qui sont prises à cet effet-là. Alors j'aimerais savoir sur quoi le député se fonde pour dire que les projets financés par l'ACDI à l'extérieur du pays ne sont pas soumis à l'évaluation environnementale?

[Traduction]

M. Volpe: Certainement, je vais être très bref. On se fonde sur ce que renferme la loi, sur ce qui, selon le ministre, est l'intention de la loi et sur ses explications à propos de ce qui est applicable et de ce qui ne l'est pas. Examinez donc les déclarations du ministre et la documentation destinée à la presse.

M. Larry Schneider (Regina—Wascana): Monsieur le Président, je suis très heureux de participer aujourd'hui à cet important débat.

Les objectifs présentés dans le projet de loi C-78 sont très importants pour tous les Canadiens. J'aimerais m'attarder aujourd'hui sur un segment particulièrement important de la population du Canada, soit les autochtones du Canada et la façon dont le projet de loi répond à leurs besoins et intérêts particuliers.

De temps à autre, le gouvernement fédéral, celui-ci comme les précédents, a été critiqué pour ne pas avoir reconnu, comme il le fallait, les besoins, les droits et les intérêts des premières nations du Canada. Ces critiques ont été justifiées dans une large mesure et j'ai le grand plaisir de pouvoir faire part aujourd'hui à la Chambre des progrès remarquables réalisés à cet égard grâce au projet de loi C-78.

Tout d'abord, je veux faire remarquer à la Chambre la portée fondamentale du processus mis en oeuvre par le projet de loi C-78. Chaque fois qu'on procède à une évaluation environnementale conformément à ce projet de loi, on étudie les conséquences de tout changement non seulement sur l'environnement biologique et physique, c'est-à-dire l'eau, l'air, le sol et la faune, mais également sur la santé et les conditions socio-économiques des Canadiens. Ainsi, il faut étudier à fond, au besoin, les conséquences sur les autochtones de toute initiative de développement pour laquelle le gouvernement fédéral a un pouvoir décisionnel.

C'est une disposition particulièrement valable car les autochtones du Canada sont grandement tributaires de nos ressources naturelles. Il est triste de remarquer à quel point ces ressources se sont déjà amenuisées et détériorées et, partant, à quel point le mode de vie des premières nations du Canada a changé, dans certains cas, radicalement et dans d'autres, de façon tragique.

Or, nous sommes déterminés à renverser la vapeur et nous avons inséré dans ce projet de loi un certain nombre de dispositions précises en ce sens. Je me propose de préciser et d'expliquer aux députés les dispositions principales du projet de loi où l'on se reporte aux intérêts des autochtones, à commencer par la définition de «territoire domaniale».

Le projet de loi vise tous les projets réalisés sur le territoire domaniale, et cette définition englobe expressément les réserves et autres terres mises de côté à l'usage des bandes en vertu de la Loi sur les Indiens. Cela signifie que tous les projets réalisés dans des réserves sont assujettis au projet de loi. Dans la mesure où le ministre des